

No. 26848

**FRANCE
and
EQUATORIAL GUINEA**

**Agreement on technical military cooperation. Signed at
Malabo on 9 March 1985**

**Amendment to article IV (a) of the above-mentioned
Agreement**

Authentic texts: French and Spanish.

The Agreement and certified statement were registered by France on 6 October 1989.

**FRANCE
et
GUINÉE ÉQUATORIALE**

**Accord de coopération militaire technique. Signé à Malabo le
9 mars 1985**

**Modification du paragraphe a de l'article IV de l'Accord
susmentionné**

Textes authentiques : français et espagnol.

*L'Accord et la déclaration certifiée ont été enregistrés par la France le
6 octobre 1989.*

ACCORD¹ DE COOPÉRATION MILITAIRE TECHNIQUE

Le Gouvernement de la République Française et le Gouvernement de la République de Guinée Equatoriale sont convenus des dispositions suivantes :

Article I

a) Le Gouvernement de la République Française met, dans la mesure de ses moyens, à la disposition du Gouvernement de la République Equatoriale les personnels militaires français dont le concours est demandé par le Gouvernement de la République de Guinée Equatoriale pour l'organisation et l'instruction de ses forces armées.

b) Les personnels militaires français mis à la disposition du Gouvernement de la République de Guinée Equatoriale après un accord du Gouvernement de la République de Guinée Equatoriale sont désignés pour une durée fixée conformément à la réglementation française sur les séjours à l'étranger, cette durée pouvant être augmentée ou réduite d'un commun accord entre les Gouvernements. Tout changement d'affectation en cours de séjour est arrêté après consultation des autorités compétentes de la République Française et des autorités compétentes de la République de Guinée Equatoriale. Le Gouvernement de la République de Guinée Equatoriale et le Gouvernement de la République Française peuvent l'un et l'autre, après consultation, prendre l'initiative de la relève d'un assistant militaire technique en cours de séjour.

c) Les personnels militaires français sont affectés à une formation dite « Mission d'Assistance Militaire » qui relève de l'Ambassade de France et qui est placée sous l'autorité d'un Chef de Mission d'Assistance Militaire.

d) Ces personnels reçoivent satisfactions de tous leurs droits à solde et indemnités diverses par l'autorité française. La charge de ces dépenses incombe au Gouvernement Français sauf en ce qui concerne les indemnités pour frais de déplacement résultant de l'exécution du service qui sont à la charge du Gouvernement de la République de Guinée Equatoriale.

Article II

Les personnels militaires français servent dans les Forces Armées Equato-guinéennes avec le grade de la hiérarchie de ces Forces Armées correspondant à celui dont ils sont titulaires dans les Forces Armées Françaises. Ils revêtent l'uniforme équato-guinéen ou la tenue civile suivant les instructions de l'autorité équato-guinéenne.

Ils sont soumis aux règles de la discipline générale en vigueur dans les Forces Armées Equato-guinéennes, sous réserve des dispositions inhérentes au statut qui est le leur dans la réglementation française.

Ils ne peuvent, en aucun cas, prendre part à la préparation et à l'exécution d'opérations de guerre, de maintien ou de rétablissement de l'ordre ou de la légalité.

¹ Entré en vigueur le 22 mars 1988, soit 30 jours après la date de la dernière des notifications (des 15 avril 1985 et 23 février 1988) par lesquelles les Parties contractantes s'étaient informées de l'accomplissement des formalités constitutionnelles requises, conformément à l'article X.

Article III

a) Les appréciations portées par les autorités équato-guinéennes sur la manière de servir des militaires français mis à leur disposition sont adressées au Gouvernement Français.

b) En cas d'indiscipline ou de faute professionnelle, ils n'encourent de la part du Gouvernement équato-guinéen d'autre sanction que la remise motivée à la disposition du Gouvernement Français, assortie s'il y a lieu d'une demande de sanction. Les dispositions du présent alinéa ne font pas obstacle à la mise en jeu par les autorités françaises des procédures disciplinaires prévues par le statut des intéressés. Le Gouvernement Français est tenu de faire connaître aux autorités équato-guinéennes la suite donnée aux dites procédures.

c) Les personnels militaires français en service dans les Forces Armées Equato-guinéennes sont employés par le commandement équato-guinéen, selon les règles traditionnelles de leur arme ou service. Toutes les décisions les concernant sont portées à la connaissance de l'Ambassade de France en République de Guinée Equatoriale; de même toutes dispositions les concernant prises par les autorités françaises sont portées à la connaissance des autorités équato-guinéennes.

d) L'examen des problèmes concernant la situation des personnels militaires français au regard de leur statut peut faire l'objet de missions des autorités françaises. Les conditions dans lesquelles s'accomplissent ces missions sont fixées par entente entre les deux Gouvernements.

Article IV

a) Le Gouvernement de la République de Guinée Equatoriale prend à sa charge la répartition¹ des dommages causés par les personnels militaires français dans l'exercice et à l'occasion de l'exercice de leurs fonctions. En cas d'action judiciaire intentée à l'occasion de tels dommages, le Gouvernement de la République de Guinée Equatoriale se substitue dans l'instance aux personnels militaires français mis en cause.

b) Au cas où le dommage résulterait d'une faute personnelle, le Gouvernement de la République de Guinée Equatoriale pourra en demander réparation au Gouvernement de la République Française.

c) En cas de dommage subi dans le service ou à l'occasion du service par des militaires français hormis le cas de faute personnelle, le Gouvernement de la République de Guinée Equatoriale versera des indemnités équitables. Les demandes d'indemnité seront transmises au Gouvernement de la République de Guinée Equatoriale à la diligence du Gouvernement de la République Française.

Article V

a) Le Gouvernement de la République de Guinée Equatoriale fournit gratuitement aux personnels militaires français mis à sa disposition les logements meublés qui leur sont nécessaires pour eux-mêmes et pour leur famille. Ces logements doivent correspondre à l'indice de rémunération des personnels.

b) Le Gouvernement de la République de Guinée Equatoriale assure à ces personnels et à leur famille les soins médicaux et hospitaliers dont ils pourraient avoir besoin, identiques à ceux qui sont accordés à ses propres personnels militaires.

¹ Doit se lire « réparation » (voir page 249).

c) Les personnels visés par le présent accord peuvent importer en franchise leurs effets personnels d'usage courant; ils peuvent importer ou acquérir sous le régime de l'admission temporaire du mobilier et un véhicule privé à leur usage personnel. Ils peuvent les réexporter dans les mêmes conditions à leur départ définitif.

d) Ces personnels jouissent du droit de transférer librement sur la France le montant des économies réalisées sur les rémunérations et indemnités afférentes à leur emploi et lors de leur rapatriement définitif, le produit de la vente éventuelle en République de Guinée Equatoriale de leur véhicule, biens mobiliers et effets personnels après acquittement des droits de douane y afférent.

Article VI

Dans l'exercice de leur fonction, les personnels militaires français mis à la disposition du Gouvernement de la République de Guinée Equatoriale reçoivent de ce Gouvernement l'aide et la protection qu'il accorde aux personnels de ses propres Forces Armées.

Article VII

a) Les juridictions équato-guinéennes sont compétentes pour connaître les infractions commises par les personnels militaires français placés sous le commandement équato-guinéen.

Cependant, en cas d'infraction aux lois équato-guinéennes commises par les militaires français dans le service ou à l'occasion du service, les auteurs desdites infractions sont remis immédiatement à l'Ambassade de France en République de Guinée Equatoriale qui procède à leur rapatriement en France où seront engagées à leur encontre toutes poursuites utiles.

Le Gouvernement de la République Française est tenu d'informer le Gouvernement de la République de Guinée Equatoriale des suites judiciaires données à l'affaire.

b) En cas d'infraction aux lois équato-guinéennes passibles d'une peine d'emprisonnement ou d'une peine plus grave commise en dehors du service par les personnels militaires français et les membres de leur famille, les auteurs déferés devant une juridiction équato-guinéenne et dont la détention est jugée nécessaire, sont assignés à résidence dans un lieu fixé d'un commun accord entre les autorités françaises et les autorités équato-guinéennes en vue de leur comparution devant les autorités judiciaires équato-guinéennes compétentes.

c) Les personnels militaires français ou les membres de leur famille condamnés à des peines d'emprisonnement par les juridictions équato-guinéennes sont remis à l'Ambassade de France aux fins de rapatriement et purgeront leur peine dans les locaux pénitentiaires français. Le Gouvernement Français est tenu d'informer le Gouvernement de la République de Guinée Equatoriale des lieux et conditions d'exécution des peines.

d) Sont décidées selon la législation française sur l'avis du parquet établi près la juridiction équato-guinéenne qui a prononcé la condamnation, les commutations, réductions et remises gracieuses, libérations conditionnelles et autres modalités d'exécution des peines. Les décisions sont notifiées par le Gouvernement Français au parquet établi près la juridiction équato-guinéenne ayant prononcé la condamnation.

Article VIII

a) Le Gouvernement de la République Française assure dans la limite de ses moyens la formation et le perfectionnement des cadres des Forces Armées équato-

guinéennes dans les écoles militaires et prend à sa charge les frais résultant du transport de Guinée Equatoriale en France et retour, de l'instruction des stagiaires, d'une partie des frais d'entretien (logement et alimentation en milieu militaire, cotisation de sécurité sociale), à l'exception des dépenses de solde et des frais d'entretien non pris en charge par la France (habillement, alimentation hors milieu militaire), ces dernières dépenses restant à la charge du Gouvernement équato-guinéen.

b) Le Gouvernement de la République Française assure aux stagiaires équato-guinéens les soins médicaux et hospitaliers au même titre et dans les mêmes conditions qu'aux membres des Forces Armées Françaises.

c) Les stagiaires équato-guinéens en France sont justiciables des dispositions analogues à celles prévues aux articles IV, VII et aux paragraphes c et d de l'article V pour les assistants militaires techniques en service en République de Guinée Equatoriale.

Article IX

Le Gouvernement de la République de Guinée Equatoriale peut faire appel en tant que de besoin et dans des conditions définies d'un commun accord au Gouvernement de la République Française pour l'entretien et la fourniture à titre gratuit ou onéreux de matériels et d'équipements militaires. En cas de fourniture à titre gratuit le Gouvernement de la République de Guinée Equatoriale s'engage à ne pas réexporter les matériels mis à sa disposition.

Dans des conditions établies d'un commun accord et dans la limite de ses possibilités la République Française pourra contribuer au soutien logistique des forces armées de la République de Guinée Equatoriale.

Article X

Le présent accord est conclu pour une durée de deux ans. Il est renouvelable par tacite reconduction pour de nouvelles périodes de deux ans. Il peut être dénoncé à tout moment par l'une ou l'autre des Parties contractantes. Cette dénonciation prendra effet trois ans après sa notification par voie diplomatique à l'autre Partie. Chacune des deux Parties contractantes notifiera à l'autre les formalités constitutionnelles requises sur son territoire pour l'entrée en vigueur du présent accord. Celui-ci entrera en vigueur trente jours après la date de la dernière des notifications.

FAIT à Malabo le neuf mars mil neuf cent quatre-vingt-cinq, en double exemplaire, chacun en langue française et en langue espagnole, les deux textes faisant également foi.

Pour le Gouvernement
de la République Française :

[Signé]

PIERRE CORNEE
Ambassadeur
de la République Française
en République de Guinée Equatoriale

Pour le Gouvernement
de la République
de Guinée Equatoriale :

[Signé]

MARCELINO NGUEMA ONGUENE
Ministre d'Etat
chargé des Affaires Extérieures
et de la Coopération

[SPANISH TEXT — TEXTE ESPAGNOL]

ACUERDO DE COOPERACIÓN TÉCNICA MILITAR

El Gobierno de la República de Guinea Ecuatorial y el Gobierno de la República Francesa han estipulado las disposiciones siguientes:

Artículo I

A) El Gobierno de la República Francesa pone a disposición, en la medida de sus medios, del Gobierno de la República de Guinea Ecuatorial, el personal militar francés cuya ayuda fue solicitada por el Gobierno de la República de Guinea Ecuatorial para la organización y la instrucción de sus Fuerzas Armadas.

B) El personal militar francés puesto a disposición del Gobierno de la República de Guinea Ecuatorial tras acuerdo del Gobierno de la República de Guinea Ecuatorial es designado durante un período fijado de acuerdo con la reglamentación francesa sobre las permanencias en el exterior, duración que puede ser aumentada o reducida de común acuerdo entre los Gobiernos. Todo cambio de asignación durante su estancia se efectuará tras consultar con las autoridades competentes de la República Francesa y las autoridades competentes de la República de Guinea Ecuatorial. El Gobierno de la República de Guinea Ecuatorial y el Gobierno de la República Francesa pueden, tanto el uno como el otro, tras consulta, tomar la iniciativa de relevar a un asistente militar técnico durante la estancia.

C) El personal militar francés se destina a una formación llamada “Misión de Asistencia Militar” que incumbe a la Embajada de Francia y que está bajo la autoridad de un Jefe de Misión de Asistencia Militar.

D) Este personal recibe satisfacción de todos sus derechos a paga y diversas indemnizaciones por la autoridad francesa. El cargo de dichos gastos incumbe al Gobierno Francés excepto en lo que se refiere a las indemnizaciones por gastos de desplazamiento resultantes de la ejecución del servicio que corren por cuenta del Gobierno de la República de Guinea Ecuatorial.

Artículo II

El personal militar francés sirve en las Fuerzas Armadas Ecuatoguineanas con el grado de la jerarquía de dichas Fuerzas Armadas correspondientes al que poseen en las Fuerzas Armadas Francesas. Viste el uniforme ecuatoguineano militar o traje civil según las instrucciones de la autoridad ecuatoguineana.

Está sometido las normas de la disciplina general vigentes en las Fuerzas Armadas Ecuatoguineanas, a reserva de las disposiciones inherentes al estatuto que le corresponde en la reglamentación francesa.

No podrá en ningún caso tomar parte en la preparación y la ejecución de operaciones de guerra, en mantenimiento o restablecimiento de la orden o de la legalidad.

Artículo III

A) Las apreciaciones hechas por las autoridades ecuatoguineanas sobre la manera de servir de los militares franceses puestos a su disposición se envían al Gobierno Francés.

B) En caso de indisciplina o falta profesional, sólo incurren por parte del Gobierno Ecuatoguineano en la sanción consistente en reintegrarlos a disposición del Gobierno Francés, con la solicitud eventual de una sanción. Las disposiciones del presente párrafo no traban la aplicación por las autoridades francesas de los procesos disciplinarios previstos por el estatuto de los interesados. El Gobierno Francés comunicará a las autoridades ecuatoguineanas el resultado del desarrollo de tales procesos.

C) El personal militar francés en servicio en las Fuerzas Armadas Ecuatoguineanas se empleará por el mando ecuatoguineano según las normas tradicionales de su arma o servicio. Todas las decisiones que le incumban serán comunicadas a la Embajada de Francia en la República de Guinea Ecuatorial; así mismo, todas las disposiciones que le incumban tomadas por las autoridades francesas serán comunicadas a las autoridades ecuatoguineanas.

D) El examen de los problemas relativos a la situación del personal militar francés con respecto a su estatuto puede ser objeto de misiones por parte de las autoridades francesas. Las condiciones en que se cumplan tales misiones se estipularán de común acuerdo entre ambos Gobiernos.

Artículo IV

A) El Gobierno de la República de Guinea Ecuatorial se hace cargo de la [reparación]¹ de los perjuicios causados por el personal militar francés en el ejercicio y con ocasión del ejercicio de sus funciones.

En caso de acción judicial iniciada con ocasión de tales daños, el Gobierno de la República de Guinea Ecuatorial sustituye en la instancia al personal militar francés implicado.

B) En caso de que el daño resulte una falta personal, el Gobierno de la República de Guinea Ecuatorial podrá solicitar reparo del mismo al Gobierno de la República Francesa.

C) En caso de daño sufrido en el servicio o con ocasión del servicio por los militares franceses, aparte del caso de falta personal, el Gobierno de la República de Guinea Ecuatorial pagará indemnizaciones equitativas. Las solicitudes de indemnizaciones se transmitirán al Gobierno de la República de Guinea Ecuatorial a diligencia del Gobierno de la República Francesa.

Artículo V

A) El Gobierno de la República de Guinea Ecuatorial proporciona gratis al personal militar francés puesto a su disposición las viviendas amuebladas que sean necesarias para él y para su familia. Estas viviendas deben corresponder al índice de retribución del personal.

¹ The word "reparación" was substituted for the word "distribución" which was an error (see page 249 of this volume) — Le mot «reparación» a remplacé le mot «distribución», qui apparaissait à la suite d'une erreur (voir page 249 du présent volume).

B) El Gobierno de la República de Guinea Ecuatorial proporciona a este personal y a su familia la asistencia médica y hospitalaria que pudieren necesitar, idéntica a la que proporciona a sus propios militares.

C) El personal a que se refiere el presente Acuerdo puede importar en franquicia sus efectos personales de uso corriente; también puede importar o adquirir bajo el régimen de admisión temporal el mobiliario y un vehículo privado para uso personal. Puede reexportarlos en las mismas condiciones cuando regrese definitivamente.

D) Este personal goza del derecho de transferir libremente a Francia el importe de sus economías realizadas sobre las retribuciones e indemnizaciones correspondientes a su empleo y en el momento de su repatriación definitiva, el producto de la venta eventual en la República de Guinea Ecuatorial de sus vehículos, bienes mobiliarios y efectos personales tras pagar los derechos de aduana correspondientes.

Artículo VI

En el ejercicio de su función, el personal militar francés puesto a disposición del Gobierno de la República de Guinea Ecuatorial recibe de este Gobierno la ayuda y la protección que el mismo proporciona al personal de sus propias Fuerzas Armadas.

Artículo VII

A) Las jurisdicciones ecuatoguineanas son competentes para conocer las infracciones cometidas por el personal militar francés bajo el mando ecuatoguineano.

Sin embargo, en caso de infracción a las leyes ecuatoguineanas cometidas por los militares franceses en el servicio o con ocasión del servicio, los autores de dichas infracciones serán entregados inmediatamente a la Embajada de Francia en la República de Guinea Ecuatorial que procede a su repatriación a Francia donde quedarán sometidos a todas las diligencias útiles contra ellos.

El Gobierno de la República Francesa está obligado a informar al Gobierno de la República de Guinea Ecuatorial sobre el resultado del desarrollo judicial que involucra tal caso.

B) En caso de infracción a las leyes ecuatoguineanas sujeta a una pena de reclusión o una pena más grave, cometida fuera del servicio por el personal militar francés y los miembros de su familia, los autores deferidos a una jurisdicción ecuatoguineana y cuya detención se considere necesaria se le fijará residencia en un lugar determinado de común acuerdo entre las autoridades francesas y las autoridades ecuatoguineanas para su comparecencia ante las autoridades judiciales ecuatoguineanas competentes.

C) El personal militar francés o los miembros de su familia condenados a pena de prisión por la jurisdicciones ecuatoguineanas se entregará a la Embajada de Francia a efectos de su repatriación y purgará su pena en los locales penitenciarios franceses. El Gobierno Francés está obligado a informar al Gobierno de la República de Guinea Ecuatorial sobre los lugares y las condiciones de ejecución de tales penas.

D) Las conmutaciones, reducciones e indultos, liberaciones condicionales y demás modalidades de ejecución de las penas serán decididas conforme a la legislación francesa previo informe de la Fiscalía establecida en la jurisdicción ecuatoguineana que pronunció la pena. Las decisiones se comunicarán por el Gobierno Francés a la Fiscalía de la jurisdicción ecuatoguineana que pronunció la condena.

Artículo VIII

A) El Gobierno de la República Francesa se encarga dentro del límite de sus medios, de la formación y el perfeccionamiento de los cuadros de las Fuerzas Armadas Ecuatoguineanas en las escuelas militares y se hace cargo de los gastos resultantes del transporte desde Guinea Ecuatorial a Francia y regreso, de la instrucción de los cursillistas, de una parte de los gastos de manutención (vivienda y alimentación en medio militar, cotizaciones a la seguridad social), con excepción de los gastos de paga y gastos de manutención no soportados por Francia (vestidos, alimentación fuera del medio militar), gastos estos últimos que corren por cuenta del Gobierno Ecuatoguineano.

B) El Gobierno de la República Francesa proporcionará a los cursillistas ecuatoguineanos la asistencia médica y hospitalaria en el mismo concepto y en las mismas condiciones que a los miembros de las Fuerzas Armadas francesas.

C) Los cursillistas ecuatoguineanos en Francia están sometidos a las disposiciones análogas a las previstas en los artículos IV, VII y a los párrafos C y D del artículo V en lo que se refiere a los asistentes militares técnicos en servicio en la República de Guinea Ecuatorial.

Artículo IX

El Gobierno de la República de Guinea Ecuatorial puede recurrir en caso de necesidad y en condiciones definas de común acuerdo, al Gobierno de la República Francesa para el mantenimiento y el suministro gratuita u honorosamente de materiales y equipos militares. En caso de suministro gratuitamente, el Gobierno de la República de Guinea Ecuatorial se compromete a no reexportar los materiales puestos a su disposición.

En condiciones que se establezcan de común acuerdo y dentro del límite de sus posibilidades la República Francesa podrá contribuir al apoyo logístico de las Fuerzas Armadas de la República de Guinea Ecuatorial.

Artículo X

El presente acuerdo se establece para un período de dos años. Será renovable por tácita reconducción por nuevos períodos de dos años.

Puede ser denunciado en cualquier momento por una de las dos Partes contratantes. Esta denuncia surtirá efecto tres meses después de su notificación por vía diplomática a la otra Parte.

Cada una de ambas Partes contratantes informará a la otra sobre los trámites constitucionales requeridos en su territorio para la entrada en vigencia del presente acuerdo. Este entrará en vigencia días después de la fecha de la última de las notificaciones.

HECHO en Malabo a 9 de marzo del año milnovecientos ochenta y cinco, en dos ejemplares, cada uno en lengua francesa y en lengua española, siendo ambos textos igualmente fehacientes.

Por el Gobierno
de la República
de Guinea Ecuatorial:

[*Signed — Signé*]

MARCELINO NGUEMA ONGUENE
Ministro de Estado
Encargado de Asuntos Exteriores
y Cooperación

Por el Gobierno
de la República Francesa:

[*Signed — Signé*]

PIERRE CORNEE
Embajador
de la República Francesa
en la República de Guinea Ecuatorial

[TRANSLATION — TRADUCTION]

AGREEMENT¹ ON TECHNICAL MILITARY COOPERATION

The Government of the French Republic and the Government of the Republic of Equatorial Guinea have agreed as follows:

Article I

(a) The Government of the French Republic shall, in so far as its circumstances permit, make available to the Government of the Republic of Equatorial Guinea the French military personnel whose cooperation is requested by the Government of the Republic of Equatorial Guinea for the organization and training of its armed forces.

(b) The French military personnel made available to the Government of the Republic of Equatorial Guinea upon the agreement of the Government of the Republic of Equatorial Guinea shall be appointed for a fixed period in accordance with French regulations governing service abroad; the period may be extended or reduced by agreement between the two Governments. Any change in duty station during the tour of duty shall be decided upon after consultation between the competent authorities of the French Republic and the competent authorities of the Republic of Equatorial Guinea. Either the Government of the Republic of Equatorial Guinea or the Government of the French Republic may, after consultation, take the initiative of recalling a military technical assistant during the tour of duty.

(c) The French military personnel shall be assigned to a unit known as the "Military Assistance Mission" responsible to the Embassy of France and under the authority of a chief of the Military Assistance Mission.

(d) Such personnel shall receive all sums to which they are entitled, in terms of pay and miscellaneous allowances, from the French authority. The French Government shall bear all such expenses, save in respect of expenses for travel arising from the performance of duty, which shall be borne by the Government of the Republic of Equatorial Guinea.

Article II

French military personnel serving in the armed forces of Equatorial Guinea shall have the rank in those armed forces corresponding to the one they hold in the French armed forces. They shall wear either the uniform of Equatorial Guinea or civilian clothes, in accordance with the instructions of the authority of Equatorial Guinea.

They shall be governed by the rules of general discipline in effect in the armed forces of Equatorial Guinea, subject to the provisions concerning their status under French regulations.

Under no circumstances may they participate in the preparation or conduct of military operations, or in the maintenance or restoration of law and order.

¹ Came into force on 22 March 1988, i.e., 30 days after the date of the last of the notifications (of 15 April 1985 and 23 February 1988) by which the Contracting Parties had informed each other of the completion of the required constitutional formalities, in accordance with article X.

Article III

(a) Performance evaluations by the authorities of Equatorial Guinea of the French military personnel made available to them shall be sent to the French Government.

(b) In the event of breaches of discipline or professional misconduct, such personnel may not incur any penalty on the part of the Government of Equatorial Guinea other than their return, on stated grounds, to the French Government, accompanied, where necessary, by a request for the application of penalties. The provisions of this paragraph shall not prevent the French authorities from instituting the disciplinary proceedings provided for in the statutes governing the personnel concerned. The French Government shall be required to inform the authorities of Equatorial Guinea of the action taken in pursuance of such proceedings.

(c) French military personnel seconded to the armed forces of Equatorial Guinea shall serve under the military command of Equatorial Guinea in accordance with the traditional rules of their branch or service. All decisions concerning them shall be notified to the Embassy of France in Equatorial Guinea, and all arrangements made concerning them by the French authorities shall be brought to the notice of the authorities of Equatorial Guinea.

(d) Missions may be undertaken by the French authorities to study problems involving the situation of French military personnel in relation to their status. The conditions under which such missions are carried out shall be established by agreement between the two Governments.

Article IV

(a) The Government of the Republic of Equatorial Guinea shall be liable for compensation for damage caused by French military personnel in the performance of and in connection with their duties. In the event of judicial proceedings instituted in connection with such damage, the Government of the Republic of Equatorial Guinea shall take the place in court of the French military personnel implicated in the proceedings.

(b) In the case of damage resulting from personal fault, the Government of the Republic of Equatorial Guinea may seek compensation from the Government of the French Republic.

(c) In the case of injury to French military personnel in service or in connection with service save as a result of personal fault, the Government of the Republic of Equatorial Guinea shall pay equitable compensation. Requests for compensation shall be transmitted to the Government of the Republic of Equatorial Guinea through the Government of the French Republic.

Article V

(a) The Government of the Republic of Equatorial Guinea shall provide the French military personnel placed at its disposal, with such furnished accommodation as they may need for themselves and their families free of charge. Such accommodation shall be commensurate with the remuneration index of the personnel concerned.

(b) The Government of the Republic of Equatorial Guinea shall provide these personnel and their families with such medical and hospital care as they may need in the same way as it provides such care for its own military personnel.

(c) The personnel covered by this Agreement may import free of duty personal effects for their everyday use; they may also import or acquire, under the regulations applicable to temporary entry, furniture and one private vehicle for their personal use. They may re-export them under the same conditions upon their final departure.

(d) Such personnel shall be entitled to transfer freely to France the amount saved out of their remuneration and allowances pertaining to their employment and, upon final repatriation, the proceeds of any sale in the Republic of Equatorial Guinea of their vehicle, furniture and personal effects after payment of the corresponding customs duties.

Article VI

In the performance of their duties, French military personnel made available to the Government of the Republic of Equatorial Guinea shall receive from that Government the assistance and protection which it accords to the personnel of its own armed forces.

Article VII

(a) The courts of Equatorial Guinea shall have competence to try offences committed by French military personnel serving under the military command of Equatorial Guinea.

However, in the case of offences under the law of Equatorial Guinea committed by French military personnel while on duty or in connection with their duties, the offenders shall be handed over immediately to the Embassy of France in the Republic of Equatorial Guinea for repatriation to France, where all necessary proceedings shall be instituted against them.

The Government of the French Republic shall be required to inform the Government of the Republic of Equatorial Guinea of the judicial proceedings instituted in such cases.

(b) In the case of an offence under the law of Equatorial Guinea punishable by imprisonment or by a more severe penalty, committed by off duty French military personnel or by members of their families, the persons brought before the courts of Equatorial Guinea and whom it is deemed necessary to detain shall be placed under house arrest at a place determined by agreement between the French authorities and the authorities of Equatorial Guinea, with a view to ensuring their appearance before the competent judicial authorities of Equatorial Guinea.

(c) French military personnel or members of their families who are sentenced to a term of imprisonment by a court of Equatorial Guinea shall be handed over to the Embassy of France for repatriation and shall serve their sentences in French penal institutions. The French Government shall be required to inform the Government of the Republic of Equatorial Guinea of the place where and the conditions under which the sentences are served.

(d) Any commutations, reductions, pardons, conditional releases and other procedures connected with the administration of penalties shall be determined in accordance with French legislation, on the advice of the prosecution officers attached to the court in Equatorial Guinea which pronounced sentence. The French Government shall notify such decisions to the prosecution officers attached to the court in Equatorial Guinea which pronounced sentence.

Article VIII

(a) The Government of the French Republic shall, to the extent of its ability, provide training and refresher courses in military schools for officers of the armed forces of Equatorial Guinea. It shall bear the costs of round-trip travel between Equatorial Guinea and France, of training and a portion of the trainees' living expenses (food and lodging in a military establishment, social security contributions). Pay and living expenses not borne by France (clothing, food outside of military establishments) shall be borne by the Government of Equatorial Guinea.

(b) The Government of the French Republic shall provide medical and hospital care for trainees from Equatorial Guinea to the same extent and under the same conditions as for members of the French armed forces.

(c) Trainees from Equatorial Guinea in France shall be subject to provisions similar to those contained in articles IV, VII and paragraphs (c) and (d) of article V, concerning technical military assistants serving in the Republic of Equatorial Guinea.

Article IX

The Government of the Republic of Equatorial Guinea may, where necessary and under conditions laid down by mutual agreement, apply to the Government of the French Republic for the maintenance and provision of military *matériel* and equipment, either against payment or free of charge. If they are provided free of charge, the Government of the Republic of Equatorial Guinea undertakes not to re-export the items made available to it.

The French Republic may, under conditions laid down by mutual agreement and to the extent of its ability, provide logistical support for the armed forces of the Republic of Equatorial Guinea.

Article X

This Agreement is concluded for a period of two years and shall be automatically renewable for further two-year periods. It may be denounced at any time by either Contracting Party. Such denunciation shall take effect three months after it is notified, through the diplomatic channel, to the other Party. Each of the two Contracting Parties shall notify the other of the completion of the constitutional formalities required in its territory for the entry into force of this Agreement. The latter shall enter into force 30 days after the date of the later of these notifications.

DONE at Malabo, on 9 March 1985, in two copies, each in the French and Spanish languages, both texts being equally authentic.

For the Government
of the French Republic:

[Signed]

PIERRE CORNEE
Ambassador
of the French Republic
in the Republic of Equatorial Guinea

For the Government
of the Republic
of Equatorial Guinea:

[Signed]

MARCELINO NGUEMA ONGUENE
Minister of State
for Foreign Affairs and Cooperation

AMENDMENT TO ARTICLE IV
“a” OF THE AGREEMENT ON
TECHNICAL MILITARY CO-
OPERATION OF 9 MARCH 1985
BETWEEN THE GOVERN-
MENT OF THE FRENCH RE-
PUBLIC AND THE GOVERN-
MENT OF THE REPUBLIC OF
EQUATORIAL GUINEA¹

MODIFICATION DU PARAGRA-
PHE « a » DE L'ARTICLE IV
DE L'ACCORD DE COOPÉRA-
TION MILITAIRE TECHNI-
QUE DU 9 MARS 1985 ENTRE
LE GOUVERNEMENT DE LA
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
ET LE GOUVERNEMENT DE
LA RÉPUBLIQUE DE GUINÉE
ÉQUATORIALE¹

By an agreement in the form of an exchange of letters dated at Malabo on 23 December 1988 and 2 March 1989, which came into force on 2 March 1989, the date of receipt of the letter in reply, in accordance with the provisions of the said letters, it was agreed to amend article IV (a) of the above-mentioned Agreement. The beginning of paragraph a should read as follows:

Aux termes d'un accord conclu sous forme d'échange de lettres en date à Malabo des 23 décembre 1988 et 2 mars 1989, lequel est entré en vigueur le 2 mars 1989, date de réception de la lettre de réponse, conformément aux dispositions desdites lettres, il a été convenu de modifier le paragraphe a de l'article IV de l'Accord susmentionné. Le début du paragraphe a doit se lire comme suit :

[TRANSLATION — TRADUCTION]

« Le Gouvernement de la République de Guinée Equatoriale prend à sa charge la *réparation* des dommages causés . . . » instead of « prend à sa charge la *répartition* »; likewise, the Spanish text should read « El Gobierno de la República de Guinea Ecuatorial se hace cargo de la *reparación* de los perjuicios causados . . . » instead of « se hace cargo de la *distribución* . . . ».

« Le Gouvernement de la République de Guinée Equatoriale prend à sa charge la *réparation* des dommages causés . . . » et non pas « prend à sa charge la *répartition* »; il en est de même dans la version espagnole qui devrait se lire « El Gobierno de la República de Guinea Ecuatorial se hace cargo de la *reparación* de los perjuicios causados . . . » et non pas « se hace cargo de la *distribución* . . . ».

Certified statement was registered by France on 6 October 1989.

La déclaration certifiée a été enregistrée par la France le 6 octobre 1989.

¹ See p. 235 of this volume.

¹ Voir p. 235 du présent volume.

